

Intervention du jeudi 22 octobre 2009
devant le siège du groupe *Le Monde*

MODERNISATION DU *MONDE* IMPRIMERIE

Je voudrais avant tout remercier, une fois n'est pas coutume, tous les camarades qui ont participé à l'organisation afin que ce rassemblement soit réussi, et c'est le cas quand on voit le nombre de participants à cette journée revendicative forte. Cela démontre la détermination non seulement de notre syndicat, le SGLCE, mais aussi la puissante mobilisation de toute la profession.

Le plan social régional *IMPRIME* en discussion avec le SPQN

Les discussions régionales sur le contenu et les conditions d'un plan social relatif à la modernisation des imprimeries de la Presse quotidienne nationale est en cours de discussion.

Le nouveau plan social mis sur la table par le SPQN s'adresse aux imprimeries de la PQN qui modernisent leurs outils industriels de manière à trouver des solutions sociales acceptables pour les camarades qui seraient en sureffectif à la fin des modernisations.

Les sites d'impression de CIPP, de Roissy et d'Offprint sont arrêtés.

Aujourd'hui, en presse parisienne, l'imprimerie *POP* de RICCOBONO est en production depuis plus d'un an ; quant à l'imprimerie du *Figaro* à Tremblay, elle est en production depuis quelques semaines.

Sans plan social, notre syndicat — le SGLCE — a paritairement négocié les effectifs nécessaires pour les productions connues à ce jour et trouvé des solutions pour tous nos mandants.

On le sait, chaque absorption, chaque regroupement d'entreprise, chaque modernisation a malheureusement des répercussions négatives sur l'emploi. Qu'on ne se trompe pas, les deux imprimeries qui ont aujourd'hui modernisé font ressortir des sureffectifs. Le constat de ces sureffectifs ciblés correspond à un nombre de salariés dit « seniors ». Pour les autres salariés, ils ont toute leur place dans ces nouvelles imprimeries.

Nous reconnaissons tous les besoins d'un accord permettant d'amortir les problèmes sociaux pour les imprimeries qui ont modernisé, dans la mesure où il a été fait le constat paritaire d'un sureffectif. Nous avons donné notre accord pour entrer dans des discussions afin de trouver des solutions sociales acceptables pour tous les salariés titulaires et pour ceux des bureaux de placement.

La seule imprimerie qui, à ce jour, n'a pas modernisé mais reste à moderniser, hormis le groupe Amaury et le JO, est l'imprimerie du *Monde* à Ivry.

Si nous étions de mauvaise foi, il nous suffirait de dire qu'en ce qui nous concerne, **étant aux accords signés**, voir pour certains secteurs en-dessous, notre journal n'a pas besoin d'un plan social pour régler des sureffectifs puisque, aujourd'hui, il n'y en pas ! Mais nous sommes conscients des besoins et demandeurs d'une modernisation et surtout, nous avons signé un accord cadre le 30 juin 2004 qui prévoyait :

- « La possibilité au *Monde* Imprimerie de s'inscrire dans une dynamique de développement et d'élargissement de son offre de services,
- Le *Monde* Imprimerie doit se mettre en capacité de suivre les évolutions technologiques et d'assumer des besoins permanents de modernisation de ses équipements de production,
- L'objectif partagé par les signataires est de préserver la pérennité de l'imprimerie et de conserver entre les mains de la Société éditrice du *Monde* un outil essentiel pour la défense de son indépendance,
- L'engagement de la direction dans une politique d'investissement,
- Le renouvellement des rotos 1 et 3,
- Le module de routage qui devra être amélioré pour apporter aux clients éditeurs des moyens de communication et transmission de message plus individualisé avec leurs abonnés ».

Alors oui, on est conscient qu'une modernisation aura des répercussions négatives sur l'emploi.

En 2004, nous avons déjà subi une coupe sombre avec amputation de 30 % des effectifs, 92 camarades étaient partis sans être remplacés. Tout c'est fait dans la douleur, mais avec toute la responsabilité du syndicat, sans aucun un arrêt de travail parce qu'il y avait, au terme de l'engagement, de pérenniser les emplois restants par de réelles perspectives d'avenir !

Entre temps, la charge de travail a augmenté par l'arrivée de titres nouveaux *Direct Matin Plus*, *The Guardian*, le *JDD* Première édition. On s'en félicite, cela renforce le chiffre d'affaires et la nécessité de moderniser.

Nous avons signé un accord cadre en juin 2004 dans l'entreprise avant même d'avoir trouvé un accord régional. Depuis, les directions successives ont préféré ignorer le dossier de modernisation. Aujourd'hui, on veut nous mettre le couteau sous la gorge une nouvelle fois, mais à l'inverse : on veut nous faire croire qu'en signant l'accord régional, nous pourrions moderniser à Ivry et sauver des emplois sur des simples engagements hypothétiques du *Monde*.

Nous espérons que l'ensemble des organisations syndicales ne tomberont pas dans ce marché de dupes car ce qui nous est proposé à la signature, c'est bien un plan régional de licenciements comme on n'a jamais connu dans notre profession, aussi bien sur le contenu politique qu'au niveau social.

En signant le plan IMPRIME dans sa forme actuelle, on donnerait à la direction du groupe *Le Monde* la possibilité de licencier non seulement les « seniors », mais aussi — et c'est le plus grave — de licencier l'ensemble des salariés titulaires, ouvriers et cadres de la profession.

Sans être médium, je peux vous prédire un mauvais scénario pour tous les travailleurs d'Ivry concernant le déroulement de la suite des opérations.

La direction de l'imprimerie a mis en place tous les stratagèmes pour repousser les élections professionnelles. De ce fait, elle a permis à l' élu le plus ancien (et également le plus ancien salarié de l'entreprise) de pourvoir au poste de secrétaire du CE, poste déterminant pour faire signer les ordres du jour des réunions du Comité d'entreprise.

On a tous encore en mémoire les conditions dans lesquelles les élus du CE ont découvert dans un ordre du jour que le secrétaire du CE avait inscrit la GPEC sans en parler à personne, alors qu'il avait donné son accord la semaine précédente pour ne pas le mettre à l'ordre du jour sans en avoir discuté avec les élus.

La même chose s'est reproduite la semaine dernière avec un courrier que le secrétaire du CE a rédigé seul et envoyé à la direction en signant « les élus du Comité d'entreprise » sans avoir tenu compte des remarques de ses derniers.

Alors, comment avoir confiance dans ce secrétaire de CE ? La direction en joue ; elle le garde pour la prochaine étape !

Dès qu'une organisation syndicale aura signé le plan *IMPRIME*, la direction de l'imprimerie aura le feu vert pour lancer l'ouverture d'un PSE avec l'accord du secrétaire de CE. La direction aura alors toutes les armes pour nous annoncer que cela tombe bien, que pour les plus jeunes il y a une solution sociale acceptable de licenciement, de surcroît signée par une partie de la CGT décrite dans cette fameuse cellule *IMPRIME*.

Alors, attention messieurs de la direction du *Monde*, les salariés ne sont pas dupes !

La FILPAC écrivait le 15 octobre dernier dans sa lettre d'information PQR PQD n° 2, qu'elle n'avait pas l'intention de prendre la situation de la presse parisienne en modèle, que proposer des reconversions ou des reclassements en dehors de la branche n'est absolument pas sa vision de la GPEC. La FILPAC rappelle qu'il est hors de question de démarrer des discussions de branche GPEC par un débat sur des sureffectifs potentiels. Nous sommes d'accord avec cette position.

Les salariés d'Ivry exigent une modernisation de l'imprimerie du *Monde*. Depuis des mois, pour ne pas dire des années, nous *tannons* les directions dans toutes les réunions de CE, de Comité de groupe, au SPQN... pour qu'elles mettent à jour le projet industriel pour lequel nous avons donné notre signature dans la douleur en juin 2004.

Elles ont pris du retard, à elles de supporter les conséquences de leur choix !

Les difficultés financières, vous allez dire, on en est bien sûr également conscients. L'annonce faite par le Conseil de surveillance avec une solution déjà entendue « ce n'est plus notre cœur de métier que d'avoir dans notre groupe une imprimerie », cela vous rappelle-t-il quelque chose ?

Comparaison avec la SBFM (Société bretonne de Fonderie Mécanique)

Cette journée nationale d'action vise particulièrement les secteurs industriels. Nous pouvons comparer une entreprise qui faisait partie d'un groupe, en l'occurrence le groupe Renault. La politique de ce dernier, quelques années en arrière, a été de se séparer de son outil industriel car ce n'était plus son cœur de métier.

Cela vous rappelle-t-il quelque chose ?

Concevoir des voitures, les dessiner d'accord mais il faut, à terme, passer à l'étape de la fabrication, donc de l'outil industriel. Après de longs mois de luttes, la CGT de cette entreprise a réussi le tour de force de contraindre la direction de Renault à reprendre la SBFM à 100 % dans son groupe sans aucun licenciement. C'est un exemple de lutte à mettre en avant et que l'on doit suivre.

Une lutte non menée est déjà perdue, a contrario quand on lutte, on peut gagner !

Pour nous, c'est la même chose, les journalistes écrivent, les photographes et metteurs en page conçoivent la maquette des journaux, il faut de toute façon passer par l'outil industriel pour avoir le produit fini. Notre cœur de métier, c'est concevoir, imprimer, router et distribuer les quotidiens. C'est le fondement même de notre profession d'ouvrier du Livre !

Comparaison avec Presse Informatique

Pour mémoire, cette société qui traite les fichiers des abonnés du *Monde* et de ses suppléments depuis près de 20 ans, rachetée en 2000, faisait partie intégrante à 100 % du groupe Le Monde.

La direction générale du groupe *Le Monde* s'en est délestée en 2003 au prétexte que le groupe n'avait plus vocation à maintenir en son sein une entreprise de traitement de fichiers, pourtant leader dans ce domaine. Cela a été le premier recentrage sur ce que la direction appelle « le cœur de métier », le traitement de fichiers perdait de son importance pour le groupe.

Avec un rapport de forces en interne avec les élus du SGLCE soutenus par une très large majorité des salariés adhérents de notre syndicat, la CGT a obtenu dans l'accord le maintien de toute la charge de travail du *Monde* pendant 5 années, cela nous laissait un peu de temps et était rassurant.

Qu'a fait la direction du *Monde* en fin de contrat fin 2008 ? Monsieur Guiraud a dénoncé le contrat au prétexte qu'il était trop cher.

Bien sûr trop cher par rapport à des travailleurs de Madagascar payés à 21 € par mois alors que, pour une grande majorité, les salariés de Presse Informatique sont au SMIC.

Le savoir-faire, la rigueur, l'attachement qu'ils ont au titre *Le Monde* et tous les efforts faits pendant toutes ces années par les salariés ont été bafoués.

Nous sommes allés à plusieurs reprises tenir des assemblées générales sur le site de Presse Informatique à Cauvigny dans l'Oise. Les élus, soutenus par les salariés en colère, ont ces derniers jours entamé des arrêts de travail tournants.

La direction comme seule réponse à ce mur syndical n'a pas trouvé mieux que de traîner le délégué syndical et la secrétaire du CE devant les tribunaux, au prétexte qu'ils mettraient en péril leur entreprise par leurs luttes permanentes. Le résultat du jugement sera rendu le 2 novembre prochain. Notre organisation syndicale le SGLCE suit avec une extrême attention ce qui en sortira.

Nous sommes totalement solidaires de la lutte des Presse Informatique. Ce qu'ils subissent pourrait nous arriver, alors empoignons ensemble ce dossier pour contraindre les directions à revenir à un dialogue social prenant en compte les hommes et les femmes de cette entreprise.

La direction du Monde a réponse à tout :

« On vous garantira contractuellement pour les dix années à venir l'impression du *Monde* à Ivry », nous dit Monsieur Guiraud au CE d'Ivry.

Cela vous rappelle quelque chose...

Dix ans c'est bien ; et après, que ce passera-t-il ? On connaît la chanson « trop nombreux, trop chers et surtout trop syndiqués CGT »

Pour nous, le meilleur contrat, c'est le lien indéfectible avec la maison mère. Rester salariés du *Monde*, conserver notre statut, c'est l'assurance vie des salariés d'Ivry.

Pour rappel, la pétition du 6 avril 2009 signée par 174 salariés ouvriers, employés et cadres d'Ivry remise à la direction qui était verte de rage (non signé par le secrétaire du CE).

Alors, la question financière reste posée, l'ouverture du capital est une des solutions possibles.

Nous avons réaffirmé à Monsieur SCHWEITZER la semaine dernière que nous ne sommes pas opposés à l'entrée d'un partenaire industriel.

L'indépendance éditoriale est intimement liée à une indépendance industrielle.

L'imprimerie du *Monde* à Ivry n'est plus un centre de coûts, elle a rapporté au groupe de la trésorerie dans des proportions importantes ces dernières années. Elle est un atout pour le groupe *Le Monde* qui lui permettra de développer ses offres éditoriales, de renforcer son chiffre d'affaires, d'être en capacité d'accueillir d'autres clients potentiels et de conserver son indépendance éditoriale.

« Le carburant manque » dit Monsieur Louis SCWHEITZER

C'est faux ! Le carburant, on en a, et nous n'accepterons pas de modifications sur la charge de travail actuelle car elles risqueraient de mettre à mal le projet de modernisation industriel.

Nous sommes, sans prétention aucune, l'imprimerie de presse parisienne qui en a le plus :

- 1,2 million d'exemplaires en moyenne imprimés par jour,
- 1 million d'exemplaires en moyenne routés par semaine,

et de la charge de travail supplémentaire potentielle il y en a :

- *20 Minutes*, *Direct Soir*, le supplément du *Monde* « M » et le groupe Bolloré dont *Le Monde* est partenaire avec *Matin Plus* envisage de lancer un quotidien payant en mars 2010 d'une production de 350 000 exemplaires et des titres du groupe qui pourraient être routés à Ivry ;
- des tests concluants d'impression par séchage d'encre sous UV sont un des axes qui permettraient d'améliorer le quotidien *Le Monde* et les titres des clients extérieurs pour maintenir et attirer de la charge supplémentaires

Alors du carburant oui, il y en a !

Nous avons alerté vivement déjà au CE du 6 juillet dernier sur l'inquiétude des salariés de l'imprimerie pour leur avenir. Nous sommes intervenus vivement également lors du dernier CE car rien ne semble avancer côté direction ; la situation est en train de tendre dans les équipes et les salariés attendent beaucoup de leurs actes.

Aujourd'hui, toutes les étapes ont été franchies : respect des engagements et des accords signés par notre organisation syndicale CGT. La direction doit maintenant respecter sa signature de l'accord du 30 juin 2004 !

L'imprimerie du *Monde* est le centre de production le plus important de la région parisienne en charge de travail et en nombre d'emplois.

Le site industriel d'Ivry-sur-Seine n'est pas remis en cause dans le projet du Grand Paris, cela nous a été confirmé par les politiques de la région : par le Député-Maire d'Ivry et le Président du Conseil général du Val de Marne.

Dans une déclaration récente de bonnes intentions, les éditeurs du SPQN s'engagent à conforter, mais également à rapatrier de la charge de travail dans les imprimeries. Il serait donc mal compris que le SPQN, dont Monsieur Guiraud est le Vice-président, n'applique pas sa politique dans son imprimerie !

Nous réaffirmons avec force notre volonté d'aboutir à la modernisation du site industriel !

Une réunion du Conseil de surveillance du groupe *Le Monde* doit se tenir demain, nous espérons que des réponses claires sur ce dossier vont être données.

Tous les salariés veulent maintenant que la direction générale du groupe *Le Monde* annonce clairement les échéances sur ses intentions réelles de modernisation industrielle du site d'Ivry-sur-Seine.

Tout retard pris sur la modernisation de l'imprimerie du *Monde* aura des répercussions sur l'aboutissement des discussions régionales, ces dossiers sont indissociables.

Les salariés seront attentifs dans les jours qui viennent aux positions faites et resteront mobilisés jusqu'à obtention de leurs légitimes revendications.

Merci à tous, vive la CGT !